



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

Commune de Réotier

dossier n° PC 005 116 24 H0003-M1

date de dépôt : 22 avril 2025

demandeur : SCARPA Julie

pour : **Modification type fondation et
emplacement de la maison**

adresse terrain : **Route du Fournet à Réotier
(05600)**

**ARRÊTÉ N° H 00003- M1
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Réotier**

Le maire de Réotier,

Vu la demande de permis de construire modificatif pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 22 avril 2025 par SCARPA Julie demeurant 2704 route de Pelvoux, Vallouise-Pelvoux (05340) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification type fondation et emplacement de la maison ;
- sur un terrain situé Route du Fournet, à Réotier (05600) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la carte communale de la commune de Réotier approuvée par délibération du conseil municipal du 17/11/2006 et par arrêté préfectoral du 14/12/2006 ;

Vu le porter à connaissance du Préfet en date du 23 mai 2025 par lequel une information en matière de prévention des risques a été produite ;

Vu le permis initial n° 00511624H0003 accordé le 10/12/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis MODIFICATIF est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2

- Les prescriptions antérieures restent applicables.
- Les emplacements pour le 2 places de stationnement seront situées sur l'emprise du projet, en aucun cas elles ne devront empiéter sur le domaine public. Le stationnement ne devra en aucun cas gêner les opérations de déneigement et la circulation routière.
- Un regard pour le raccordement à l'eau potable sera à prévoir.
- Les emplacements pour le stationnement et pour le regard seront à valider avec la commune avant tout commencement des travaux.

A Réotier, le 17 juin 2025

P/O Le maire,

L'Adjoint délégué en charge de l'urbanisme

Antoine GRAZIANO



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.